IRF – DESCRIPTIF DE PROJET **FORMULAIRE 2.1**

United Nations Peacebuilding
Peacebuilding Fund

Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) / Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds)

Intitulé du projet : Vers un nouvel équilibre en Guinée-Bissau : créer l'espace pour une réelle participation de la femme dans le règlement pacifique des conflits et la gouvernance	**Entité(s) bénéficiaire(s) :** Interpeace
Personne à contacter concernant le projet : Mme. Anne Moltes, Directrice d'Interpeace pour l'Afrique de l'Ouest. Adresse : Villa 43 Cité des Lauriers 5, Cocody II Plateaux, 06 BP 2100, Abidjan 06, Côte d'Ivoire Téléphone : +225 22 42 33 41/ +225 48 70 24 94 E-mail : moltes@interpeace.org	**Partenaire(s) d'exécution** – Voz di Paz, Initiative pour la Consolidation de la Paix en Guinée-Bissau **Site du projet** Toutes les 8 régions de la Guinée-Bissau et la capitale Bissau
Descriptif du projet : Ce projet vise à contribuer à la réduction de l'exclusion des femmes des sphères de prise de décision, en renforçant la participation des femmes dans toute la Guinée-Bissau dans la gouvernance et la gestion de conflits à travers une sensibilisation nationale, un renforcement des capacités et un accompagnement continu des femmes leaders dans le plaidoyer politique, la médiation des conflits et la facilitation de dialogues inclusifs.	**Coût total du projet :** 534 184USD **Fonds pour la consolidation de la paix :** 534 184USD **Autre :** n/a **Date de démarrage du projet proposée :** 01.01.2017 **Date d'achèvement du projet proposée :** 30.06.2018 **Durée totale (en mois)[1] :** 18
« Score » sur l'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») : [2] 3	
Résultats du projet : (1) Les capacités des femmes dans la médiation des conflits locaux sont renforcées et reconnues par la société ; **(2)** La population et les acteurs politiques comprennent mieux les défis à et la valeur ajoutée de la participation des femmes à la prise de décision politique ; **(3)** Les femmes et hommes leaders, politiques et des FDS, reconnaissent la valeur ajoutée de la participation des femmes et accordent un rôle renforcé aux femmes dans la prise de décision politique aux niveaux local et national.	
Domaine de résultat du Fonds résumant au mieux l'objectif du projet : 2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends	

[1] La durée maximale d'un projet IRF est de 18 mois.
[2] PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1612, 1888, 1889.

(Pour les projets financés par l'IRF)	
Entité(s) bénéficiaire(s) Madame Anne MOLTES Directrice d'Interpeace pour l'Afrique de l'Ouest Interpeace *Date et cachet*	**Représentant des autorités nationales** Madame Evarista de Sousa Ministère de la Femme, de la Famille et de la Cohésion Sociale *Date et cachet*
Co-Président du Comité Exécutif du Fonds pour la Consolidation de la Paix en Guinée-Bissau Monsieur Aristides Ocante da SILVA Ministre de la Présidence du Conseil des Ministres *Date et cachet* Dr Aristides Ocante Da Silva	**Co-Président du Comité Exécutif du Fonds pour la Consolidation de la Paix en Guinée-Bissau** Monsieur Modibo TOURÉ Représentant Spécial du Secrétaire général en Guinée-Bissau et Chef du Bureau Intégré des Nations Unies en Guinée-Bissau (UNIOGBIS) *Date et cachet* UNIOGBIS
Agent de Gestion Nom du Représentant *Signature* Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), NY *Date et Cachet*	**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)** Nom du Représentant *Signature* Bureau d'appui à la consolidation de la pax (PBSO), NY *Date et Cachet* 6 Dec 2016

Table des matières :

Longueur maximale : 15 pages

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

a) Contexte relatif à la consolidation de la paix
b) Justification du financement par le mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)

II. Objectifs du soutien du Fonds et mise en œuvre

a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement
b) Budget
c) Capacité des entités bénéficiaires et des partenaires d'exécution

III. Gestion et coordination

a) Gestion du projet
b) Gestion des risques
c) Suivi et évaluation
d) Dispositions administratives (langage normalisé)

Annexe A : Résumé du projet (à fournir sous format Word au Bureau du MPTF)
Annexe B : Cadre de résultats du projet PRF
Annexe C: Conditions générales pour les accords de subvention

COMPOSANTES DU PROJET :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

a) Contexte relatif à la consolidation de la paix :

Exclusion systématique des femmes de la sphère politique

La femme bissau-guinéenne a été marginalisée depuis l'indépendance où les tribulations de la construction d'un nouvel Etat faisaient prévaloir les intérêts immédiats sur les nobles principes de la lutte armée, dont l'égalité de tous. Le rôle important joué par les femmes dans la lutte pour la libération étant tombé dans l'oubli, ces dernières ont été par après tout simplement exclues des sphères de prise de décision dans le processus de reconstruction du pays.

Leur faible participation dans la définition des objectifs nationaux de gouvernance a appauvri les politiques élaborées et mises en œuvre par les gouvernements successifs en cela qu'elles ne prennent pas en compte les besoins spécifiques de cette tranche importante de la population. Ce manque a des conséquences graves telles que l'exclusion accentuée des femmes des mécanismes de prises de décision que ce soit au niveau local ou national, la persistance de certaines pratiques néfastes envers les femmes, un manque de capitalisation des compétences des femmes dans la conduite de la société, l'exacerbation, dans certains cas, de comportements machistes propices à la violence sociale et politique, et la fragilisation du tissu social en général.

Parmi les facteurs contribuant à cet état de fait, nous notons le manque d'éducation politique et des principes démocratiques des dirigeants ; l'influence de la fragmentation des partis sur la gouvernance ; et la faible volonté des dirigeants à encourager la participation de la population en particulier des femmes dans les affaires publiques. Aussi, le multipartisme qui aurait pu stimuler un engagement accru des femmes dans la vie politique est resté un terrain privilégié des hommes, car elles n'sont sollicitées que pendant les périodes électorales pour soutenir tel ou tel parti mais sans réelle garantie de pouvoir jouer un rôle réel après la victoire.

Par conséquent l'on note une quasi absence de femmes dans les postes clés. Sur les 102 membres de cette IX législature, 14 sont des femmes [3] ; le gouvernement actuel compte 32 membres dont 4 femmes ; au sein des forces armées 4 femmes ont un grade de colonel, et au sein des forces de sécurité il y a deux femmes colonels.

Les effets de l'exclusion politique des femmes

Selon les populations à la base, l'exclusion systémique des femmes des sphères de prise de décisions constitue un des obstacles à la consolidation de la paix en Guinée-Bissau. En effet, à travers les consultations nationales menées par Voz di Paz en 2008-2009, sur les obstacles à la paix en Guinée-Bissau, les Guinéens ont identifié l'injustice et l'exclusion sociale parmi les sources principales de conflits et de tensions sociales[4]. De plus, les femmes leaders, consultées par Voz di Paz sur leur vision pour la paix et le développement en Guinée-Bissau en 2013[5], ont également identifié l'exclusion sociale comme étant l'une des principales erreurs et par conséquent l'une des causes de la situation socio-politique et

[3] African Development Bank Group, 2015. Country Gender Profile: Guinée-Bissau, p.8.
[4] Voz di Paz, 2010. The Roots of Conflicts in Guinea-Bissau: The voice of the people.www.interpeace.org
[5] Voz di Paz, 2013. Paz e Desenvolvimento na Guiné-Bissau: A Visão de Mulheres Lideres.

économique actuelle. Les causes profondes mentionnées ci-dessus ont tendance à être ignorées par les décideurs du pays et continuent d'affaiblir les fondements de la coexistence pacifique.

De plus, les réponses aux tensions sociétales ne donnent pas un rôle important à la femme. La division traditionnelle des rôles donne aux ainés masculin la responsabilité de gérer la communauté tandis que les femmes sont laissées à résoudre les petits conflits familiaux. Les femmes sont donc également exclues dans la prise de décision et la gestion des conflits au niveau local.

Il existe donc aujourd'hui en Guinée-Bissau un besoin urgent de rendre la prise de décision politique plus inclusive pour une stabilité politique et une cohésion sociale dans le pays.

Initiatives de réconciliation et de renforcement des femmes

Pour répondre à la rupture sociale, l'organisation d'une Conférence nationale intitulée « *Chemins pour la réconciliation, la paix et le développement* » a été proposée mais aujourd'hui fait face à un manque de crédibilité. Aucune des activités de dialogue prévues en préparation de cette Conférence nationale, ne vise le renforcement de la participation des femmes dans les instances de prise de décision politique. D'ailleurs, parmi les 30 membres de la Commission nationale de préparation se trouvent seulement 3 femmes, dont la directrice de Voz di Paz, partenaire d'Interpeace.

En parallèle, diverses initiatives de jeunes, de femmes et de religieux pour promouvoir le dialogue et la paix ont été initiées après la chute du gouvernement dirigé par Pereira en 2015. La plupart de ces initiatives démontrent toutefois un caractère de revendication avec une tendance d'être associées à l'un ou l'autre des acteurs politiques du conflit.

Une Plateforme politique des femmes (Plataforma Política das Mulheres) réunissant 11 organisations de la société civile et les partis politiques a été créée avec le soutien des Nations Unies en 2008 pour stimuler la participation des femmes dans les élections, la prise de décision et la consolidation de la paix. Sur l'aspect de la consolidation de la paix la Plateforme est complémentée par le Réseau de paix et de sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO (REMSECAO). Le projet assurera une collaboration et échange régulière et dès le début avec ces deux structures pour maximiser les synergies dans la consultation de la population, le débat national et le plaidoyer.

Les activités prévues dans le cadre de ce projet viendront renforcer la politique nationale pour la promotion de l'égalité et équité de genre (Política Nacional para a Promoção da Igualdade e Equidade de Género). Elles répondent également à trois axes du plan national du gouvernement baptisé « *terra ranka* » à savoir la promotion de la réconciliation et du dialogue national, la protection des Droits de l'Homme ainsi que la promotion du développement participatif. Le projet contribuera à la mise en œuvre de ces axes visant respectivement à mettre en place des forums de dialogue citoyen, à éradiquer la violence et les discriminations faites aux femmes et à rendre effective la parité et l'équité de genre au sein des partis politiques et dans les instances locales de prise de décision et la participation équitable des femmes à la politique et au gouvernement. Le projet cherchera également à collaborer avec les institutions étatiques qui ont dans leur mandat la promotion de la femme, tel que l'Institut des femmes et des enfants (Ministère de la Solidarité familiale et la cohésion sociale) qui jouit d'une réputation d'impartialité politique.

b) Justification du financement par l'IRF :

Un tumulte sociopolitique qui demande des réponses innovantes

Quarante ans après son indépendance, la Guinée-Bissau peine à trouver une direction claire et cohésive pour plusieurs raisons : l'instabilité politique ; une société divisée ; une société civile discréditée face aux différents alignements politiques ; la persistance d'un discours politique conflictuel et non constructif, laissant peu de place à la recherche d'un consensus social. Certains proposent de donner les reines du pays aux femmes. La supposition répandue étant que la femme est synonyme de paix. Pourtant, on observe ces derniers temps l'émergence de mouvements de femmes très politisés qui perpétuent et reproduisent les tensions politiques existantes. Sous peine de voir le cercle vicieux de cette guerre politique partisane s'amplifier, il est opportun de mettre en valeur le potentiel des femmes en tant qu'éducatrices, médiatrices et artisanes de paix pouvant contribuer de façon tangible à la reproduction et la dissémination des valeurs de la paix et d'un vivre-ensemble solidaire.

Un nouvel équilibre pour contribuer à la consolidation de la paix sociale

Afin de contribuer à la réduction des inégalités historiques et sociales, ce projet vise à promouvoir la participation des femmes dans les sphères de décision et à renforcer leurs capacités. Il ne se limitera pas à l'engagement des femmes uniquement mais cherchera à initier un dialogue national inclusif pour repenser le rôle de la femme et de l'homme dans la prise de décision et la gestion des conflits à tous les niveaux.

La pertinence du PBF

Les acteurs de la communauté internationale qui habituellement financent les processus de consolidation de la paix sont de plus en plus réticents à accorder leur soutien financier à la Guinée-Bissau dû à l'instrumentalisation politique de la société civile et le détournement des fonds dans certains cas. Il s'agit donc ici d'une opportunité de soutenir, à travers le réseau national de Voz di Paz, des acteurs de la société civile qui, malgré la pénurie des fonds que connait le pays, s'est sont distingué par une volonté immuable de travailler pour la paix en Guinée Bissau. De plus, ce projet contribue à la réalisation de l'indicateur 7 du résultat 4 du PPP en Guinée-Bissau (2015-2017) qui est d'arriver à un taux des femmes de 30% dans l'Assemblée Nationale Populaire et de 50% dans le gouvernement.

Effets catalytiques

L'effet catalytique principal de ce projet se manifeste par le renforcement des structures existantes de gestion de conflits locaux.

Les 10 Espaces régionaux de dialogue (ERD) et les 33 radios communautaires représentent le réseau de paix de Voz di Paz depuis 2007. Leur contribution importante à la résolution des conflits locaux et nationaux, y compris à la réduction des pratiques néfastes contre les femmes a été documenté (rapport d'évaluation 2011, étude de cas 2015). L'action proposée permettra de passer à l'échelle en renforçant cette infrastructure existante grâce à la représentation accrue de membres féminins et aux nouvelles compétences en matière de « genre » et de « participation des femmes à la prise de décision ». La crédibilité et les compétences acquises par les membres des ERD leur permettront de continuer leur engagement après la fin du financement du projet, comme démontré par le passé.

En vue du blocage continue du processus politique national en Guinée-Bissau, la participation accrue des femmes à la prise de décision du niveau local jusqu'au sommet de l'Etat, comme proposée par ce projet, introduira des nouveaux acteurs (femmes) et thématiques (besoins spécifiques des femmes) dans les espaces politiques (partis

politiques, forces de défense et de sécurité etc.). Ce changement est certes politiquement et socialement sensible car il questionne certaines structures établies de pouvoir. C'est à travers un débat national que le projet, permettra de créer l'espace politique et sociétale adéquate pour discuter ouvertement de ces changements. Ainsi, d'autres initiatives futures pour la promotion de la participation politique des femmes pourront émerger et s'appuyer sur les acquis de ce projet.

II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre proposée

a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement :

Théorie de changement pour l'ensemble de l'action

Le projet vise à renforcer les capacités des femmes dans l'identification et mise en œuvre des solutions efficaces aux défis de la consolidation de la paix du niveau local au niveau national. Le projet suppose que en démontrant ces capacités des femmes d'impacter tangiblement la consolidation de la paix, la société - hommes comme femmes – accordera aux femmes une légitimité accrue de s'engager dans la prise de décision politique. Cet engagement des femmes se fait au même titre que les hommes mais accord aussi un rôle spécifique aux femmes. Premièrement, le rôle spécifique de la femme leader est celui d'une garante pour la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et jeunes filles par le processus politique de consolidation de la paix. Deuxièmement, la femme peut démontrer qu'il est possible de s'engager politiquement sans suivre la logique destructive de la lutte pour le pouvoir. Cependant, l'exclusion des femmes de la prise de décision est un problème structurel ainsi que culturel qui ne sera pas résolu par ce projet seulement mais qui exige une multiplicité d'actions à différents niveaux pour changer les mentalités.

SI les capacités des femmes d'accompagner les acteurs concernés à identifier et mettre en œuvre des solutions efficaces aux défis de la consolidation de la paix du niveau local au niveau national (ex. par médiation, facilitation de dialogue, analyse participative, sensibilisation médiatique, plaidoyer politique), ALORS plus de femmes participeront activement dans la gouvernance locale, la résolution de conflits locaux, la gestion des tensions politiques, les débats médiatiques et les institutions politiques nationales, PARCE QUE leur capacité de participer positivement et leur valeur ajoutée dans la prise de décision politique est reconnue par la société en large et les preneurs de décision.

Résultats de l'action

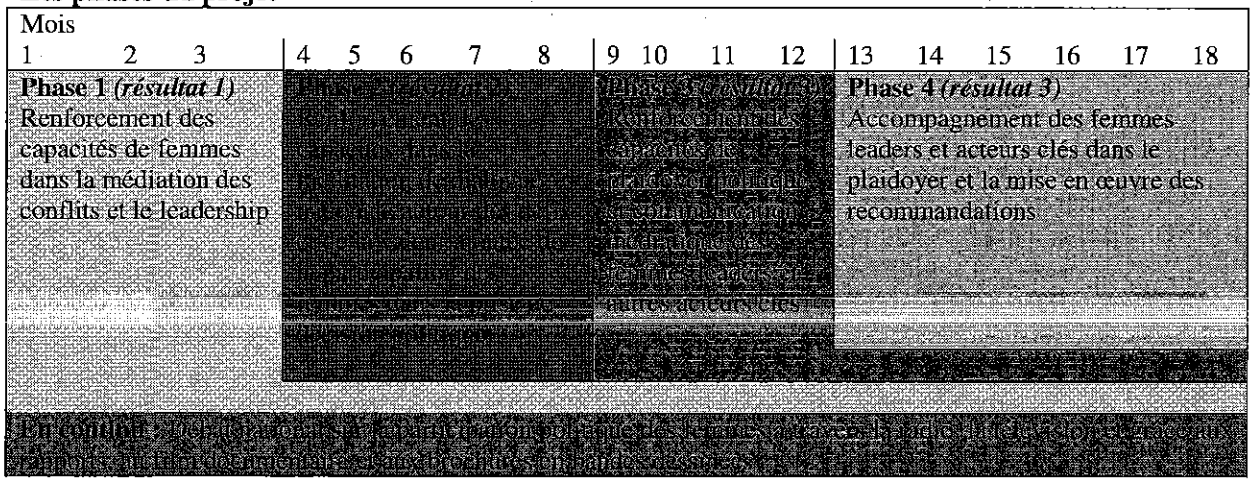
1) Les capacités des femmes dans la médiation des conflits locaux sont renforcées et reconnues par la société ;
2) La population et les acteurs politiques comprennent mieux les défis à et la valeur ajoutée de la participation des femmes à la prise de décision politique ;
3) Les femmes et hommes leaders, politiques et des FDS, reconnaissent la valeur ajoutée de la participation des femmes et accordent un rôle renforcé aux femmes dans la prise de décision politique au niveau local et national.

Méthodologie

S'appuyant sur les principes de « recherche-action participative » (RAP) qui se basent sur l'idée que la paix doit émaner des populations elles-mêmes, sans être imposée de l'extérieur, Interpeace travaille en étroite collaboration avec une équipe locale, dans le cas présent Voz di Paz. Toujours dans l'esprit de la RAP, les femmes et hommes doivent **participer de façon significative** à l'élaboration et la mise en œuvre des réponses aux

défis de la participation des femmes à la prise de décision politique (RAParticipation). La première condition pour cela est le développement d'une **compréhension partagée** de ces défis et réponses à travers un processus de dialogue inclusif et informé (RechercheAP). Engagés et informés, les participants peuvent **passer à l'action** pour contribuer au changement envisagé (RActionP). Pour la mise en œuvre de l'approche RAP, quatre phases sont prévues :

Les phases du projet



1) Phase 1 : Renforcement des capacités de femmes dans la médiation des conflits locaux (mois 1-3)

La valeur ajoutée de la première phase est de renforcer la capacité des femmes au niveau local dans la médiation des conflits. Dans les régions, le meilleur cadre de formation sont les 10 Espaces régionaux de dialogue (ERD)[6] existants de Voz di Paz car ils disposent de compétences initiales et d'une expérience d'une décennie dans la médiation des conflits locaux. Par contre, les ERD sont composé en grande majorité (76,5%) par les hommes. Il s'agit d'abord d'identifier des femmes leaders dans chaque région, et ensuite de faciliter leur intégration dans les ERD (Produit 1.1). Pour que ces femmes leaders gagnent le respect et la légitimité nécessaire au regard des membres hommes des ERD et de la communauté, elles doivent tout d'abord être formées et accompagnées dans les capacités pertinentes. Ceci implique une formation en leadership, et gestion de conflits par la médiation. Au niveau national à Bissau, cette formation et accompagnement ciblent les femmes des partis politiques et des FDS dans le renforcement de ces compétences dans la logique de construire leur légitimité dans la gestion des conflits à Bissau.

Le rôle spécifique mais pas unique des femmes dans les ERD et à Bissau sera de faire de la médiation des conflits qui nécessite une compréhension des besoins spécifique des femmes touchées par le conflit (ex. violence domestique, abus sexuel, accès à la terre, insécurité, mariage forcé, mutilation génitale, exclusion de la participation politique). Le taux actuel de représentation des femmes dans les ERD de 23,5% va augmenter à 48%. Le nombre des femmes dans les positions de responsabilité dans les FDS et partis politiques sera augmenté.

[6] Les 10 ERD, créés en 2007, pour enraciner un dialogue inclusif au niveau local, fonctionnent comme les représentants de Voz di Paz sur l'ensemble du territoire pour répondre aux besoins de la population concernant la gestion pacifique des conflits. Chaque ERD est composé de 5 à 15 personnes avec une bonne réputation et capacité à mobiliser la population en faveur de la paix.

En continu : Pour que l'engagement positif de ces femmes puisse inspirer la population, et particulièrement des femmes, à jouer un rôle plus important dans médiation des conflits locaux et nationaux des spots radiophoniques (10) seront produits et diffusés sur des femmes modèles tout au long du projet (Produit 1.2).

2) Phase 2 : Renforcement en facilitation de dialogue national autour des défis et de la valeur ajoutée de la participation des femmes dans la prise de décision politique (mois 4-8)

Nombreux conflits locaux ne peuvent pas adresser effectivement par la voie de médiation car leurs causes sont plutôt structurelles. Pour identifier des solutions adaptées à ces conflits, leurs dynamiques doivent être comprises au sein d'un système plus large et complexe. Pour que les femmes puissent jouer un rôle actif dans la résolution de ces conflits structurels, leur compétence doit être renforcée dans la facilitation de dialogue inclusif pour une analyse participative des défis ainsi qu'une conception des stratégies pour les adresser. Pour ce faire, Voz di Paz accompagne donc les femmes et les hommes, membres des ERD, dans la facilitation d'un dialogue inclusif et participatif d'analyse sur les défis et la valeur ajoutée de la participation politique des femmes ainsi que les pistes d'action pour la renforcer (Produit 2.1). Il s'agit de la première fois qu'une consultation et une réflexion critique d'une envergure nationale sera réalisée sur cette thématique impliquant également les populations locales et rurales[7]. Ceci permettra de donner une légitimité forte sans précédent à cette thématique et aux recommandations qui émergeront de ces consultations dans les sphères politiques et sociétales. En conséquence, les femmes des ERD auront une légitimité de s'engager dans la prise de décision autour de cette question au niveau local et national. Pour favoriser la liberté d'expression pendant le dialogue, il peut être nécessaire que les participants à une séance soient uniquement des femmes ou des hommes.

Les résultats de la consultation seront restitués à un groupe représentatif des participants consultés pour éclaircissements, validation et priorisation. Cette séance de validation nationale permettra de renforcer l'appropriation des résultats par les femmes et hommes leaders afin qu'ils puissent porter les messages de plaidoyer pour la suite.

En continu : Pour élargir le cercle des personnes participant au dialogue et à la réflexion critique et porter les messages clés aux preneurs de décision, les résultats de la consultation seront diffusés et discutés tout au long du projet à travers divers canaux de communication : rapports écrits, film documentaire, spots de radio et de télévision, brochures en bandes dessinés (Produit 2.2).

3) Phase 3 : Renforcement des capacités de plaidoyer politique et communication médiatique des femmes leaders et autres acteurs clés (mois 9-12)

Pour permettre aux femmes de porter les messages clés et solutions ayant émergés de la consultation nationale et ainsi démontrer leur valeur ajoutée à la prise de décision, les compétences de plaidoyer politique et la communication médiatique sont indispensables. En agissant dans les médias et la politique au niveau national elles peuvent ainsi contribuer à adresser les conflits structurels, au niveau local ou national, qui ne peuvent pas être résolus avec la médiation ou le dialogue. Pour assurer un plaidoyer et une communication effectifs les acteurs clés hommes seront engagés dans ce renforcement de capacité. Les femmes et hommes bénéficieront des formations sur le plaidoyer sur le genre et la

[7] Les consultations précédentes menées par Voz di Paz ayant abouties au rapport « Paz e Desenvolvimento na Guiné-Bissau: A Visão de Mulheres Lideres » ont été limitées à quelques dizaines des femmes leaders et trois endroits (Bissau, Djalicunda, Quinhamel) et portainet sur la question de la consolidation de la paix.

consolidation de la paix pour mieux mener le plaidoyer politique et social. De plus les journalistes, hommes et femmes, seront formés sur l'utilisation de la radio afin de mieux mener une sensibilisation médiatique en faveur de la participation politique des femmes (Produit 3.1).

4) Phase 4 : Accompagnement des femmes leaders et acteurs clés dans le plaidoyer et la mise en œuvre des recommandations (mois 13-18)

Les femmes leaders et les autres acteurs clés ont besoin d'être formés en plaidoyer politique mais aussi de cadres leur permettant de mettre en pratique les connaissances acquises. Pour ce faire, Voz di Paz créera un Groupe de plaidoyer, composé de personnes influentes, hommes et femmes réunis, du gouvernement, de l'Assemblée nationale, des partis politiques, de la société civile, des forces de défense et de sécurité (FDS) et des ERD. Ce groupe élaborera des stratégies de mise en œuvre des pistes d'action et recommandations ayant émergées de la consultation nationale (Produit 3.2). Ce groupe représente une sorte de coalition qui permet de rassembler des ressources humaines clés et faciliter une communication et collaboration afin de réaliser des actions plus stratégiques et effectives et ainsi augmenter l'impact.

L'intégration des acteurs politiques clés dans le groupe de plaidoyer permet de mener un plaidoyer direct auprès de leurs structures politiques respectives. Il s'agit concrètement d'intégrer des mesures favorisent la participation de la femme dans les statuts des partis politiques (ex. postes de responsabilité du parti détenus par les femmes), les postes occupés au gouvernement et à l'Assemblée Nationale et les procédures de recrutement et de promotion au sein des FDS.

Un des défis majeurs en Guinée-Bissau pour la résolution des conflits est le manque des mécanismes nécessaires pour relever des conflits structurels d'un niveau locale au niveau régional ou national. En combinaison avec la consultation nationale, ce groupe de plaidoyer répondra à ce défi en jouant le pont entre local et national, permettant à atténuer les causes structurelles des conflits.

Concernant la participation des femmes dans la résolution des conflits locaux, les membres des ERD se rencontreront dans cette phase pour tirer les leçons et bonnes pratiques du rôle des femmes dans la gestion des conflits qui seront intégrés dans les efforts de plaidoyer (Produit 1.2).

Produits et activités

RESULTAT 1 : Les capacités des femmes dans la médiation des conflits locaux sont renforcées et reconnues par la société.

Produit 1.1 : Les femmes s'engagent plus activement dans la résolution des conflits locaux

Activité 1.1.1 : Identification d'au moins **32 femmes leaders** légitimes, y compris des forces de défense et de sécurité, dans les 10 localités des Espaces régionaux de dialogue (ERD) afin de les **intégrer dans les ERD.**

Activité 1.1.2 : **Formation des femmes** nouvellement membres des ERD, ainsi que des femmes des partis politiques et des FDS **en leadership, et de gestion de conflits par la médiation et la facilitation de dialogue.** Un total de 240 femmes (12 formations) sont formées par Voz di Paz avec l'appui des ERD dans les 8 régions et à Bissau.

Activité 1.1.3 : **Accompagnement de ces femmes** par Voz di Paz dans les activités de médiation des conflits dans les régions et à Bissau (coaching, conseils, échange

d'expérience, travail en équipe etc.). Depuis 2007, les membres des ERD offrent un cadre dans lequel les parties prenantes d'un conflit local (ex. foncier, violence domestique, actes des autorités locales, cohabitation religieuse, insécurité) se sentent à l'aise pour échanger ouvertement et développer une solution durable. Les ERD documente chaque conflit (2011-2012 : 170 conflits résolus).

Produit 1.2 : La contribution des femmes à la résolution des conflits locaux est documentée

Activité 1.2.1 : **Atelier national pour 100 membres des ERD** pour (a) une évaluation approfondie de l'évolution du rôle des femmes dans la résolution des conflits dans les 10 ERD et ailleurs, ainsi que (b) un échange d'expérience pour rendre la participation des femmes dans la gestion des conflits encore plus efficace.

Activité 1.2.2 : Production de **10 spots/ programmes radiophoniques** (1/ERD) documentant **l'évolution du rôle de ces femmes** dans la gestion des conflits. La diffusion des spots radiophoniques se fera au travers de 700 diffusions à travers 33 radios communautaires et 2 radios nationales (2 diffusions/spot/radio/semaine).

RESULTAT 2 : La population et les acteurs politiques comprennent mieux les défis à et la valeur ajoutée de la participation des femmes dans la prise de décision politique.

Produit 2.1 : Les perspectives des hommes et des femmes sur les défis et le potentiel de la participation des femmes dans la prise de décision politique et les pistes d'action pour la renforcer sont documentées

Activité 2.1.1 : **Cartographie des parties prenantes** dans chaque localité consultée

Activité 2.1.2 : **Consultations dans toutes les 8 régions et à Bissau** à travers les 10 Espaces Régionaux de Dialogue (ERD) sur les défis et le potentiel de la participation des femmes dans la prise de décision politique et les pistes d'action pour la renforcer. Les consultations concerneront au moins **600 personnes** (50 personnes/ ERD + 100 à Bissau), particulièrement des acteurs politiques et sociaux importantes (partis/élites politiques, organisations de la société civile, forces de défense et de sécurité, etc.).**75% des participants seront des femmes.**

Activité 2.1.3 : Organisation d'une **conférence nationale (2 jours) de restitution et validation** des résultats des consultations avec **50 représentants** des participants aux consultations nationales et des acteurs politiques (dont au moins **60% de femmes**). Formulation et priorisation des recommandations pour renforcer les efforts existants et développer de nouvelles stratégies ancrées dans les attentes des populations.

Activité 2.1.4 : Analyse des données et production d'un **rapport** et un **film documentaire** sur les résultats des consultations nationales : défis, potentiel, piste d'action, recommandations. Le film et le rapport servent d'outil de dissémination et de stimulation de débats (Produit 1.2).

Produit 2.2 : La population et les acteurs politiques débâtent les défis et le potentiel de participation des femmes dans la prise de décision politique et les pistes d'action pour la renforcer

Activité 2.2.1 : Projection du **film documentaire** à Bissau (2) et dans 8 régions à travers les 10 ERD (selon les moyens disponibles). Au moins 100 personnes en total, dont aussi les autorités locales et nationales, participent.

Activité 2.2.2 : Dissémination de 500 copies du **rapport aux acteurs politiques** à travers un lancement public à Bissau et des rencontres bilatérales à Bissau et dans les 10 localités des ERD (300 copies à Bissau, 200 dans les régions). Les acteurs politiques et des forces de sécurité et de défense (FDS) seront particulièrement visées.

Activité 2.2.3 : Production et dissémination de **1000 brochures en bandes dessinés** sur les résultats des consultations (700 copies dans les régions ; 300 à Bissau). Les femmes leaders, des partis politiques et des FDS ainsi que les autorités locales et nationales seront ciblées.

Activité 2.2.4 : Production d'un **spot/programme de radio** par semaine retransmettant les séances de dialogue enregistrées pendant les consultations et le débat national (total environ 50). **4 débats à la radio** seront organisés, avec participation d'acteurs politiques/ FDS et femmes leaders, sur le potentiel de participation des femmes dans la prise de décision politique et des pistes d'action pour la renforcer. Chaque programme sera diffusé deux fois par chacune des 33 radios communautaires et 2 radios privées nationales (environ 3500 diffusions) avec qui Voz di Paz collabore déjà[8].

Activité 2.2.5 : Production d'un **spot/programme de télévision** sur les résultats des consultations et sur les femmes modèles qui s'engagent avec succès dans la médiation des conflits au niveau local et national. Organisation d'un **débat à la télévision nationale**, avec participation d'acteurs politiques (Ministère, Assemblée Nationale etc.) et de femmes leaders, sur le potentiel de participation politique des femmes et des pistes d'action pour la renforcer.

RESULTAT 3 : Les femmes et hommes leaders, politiques et des FDS, reconnaissent l'importance de la participation des femmes et accordent un rôle renforcé aux femmes dans la prise de décision politique au niveau local et national

Produit 3.1 : Les capacités de communication des femmes et les hommes leaders sont renforcées et permettent de faire un plaidoyer plus efficace

Activité 3.1.1 : **Formations de 240 femmes et hommes leaders sur le plaidoyer et le leadership concernant le genre et la consolidation de la paix** afin d'améliorer les capacités de plaidoyer en faveur de la participation des femmes dans la prise de décision politique (20 personnes/ formation). Les 12 ateliers de formations auront lieu à Bissau (2) et à travers les 10 ERD (1 atelier/ERD) dans les 8 régions. Ils viseront particulièrement les femmes et les hommes leaders des partis politiques, des forces de défense et de sécurité (FDS), et de la société civile, avec une attention portée à la participation de jeunes femmes.

Activité 3.1.2 : **Formations de 40 journalistes sur l'utilisation de la radio pour un plaidoyer** en faveur de la participation des femmes dans la prise de décision politique (2 formations de 20 personnes dont 40% femmes). Les participants viendront de Bissau et des 8 régions.

[8] La rediffusion des séances de dialogue et l'organisation de tels débats radios constituent une pratique courante de Voz di Paz dans le cadre de leurs partenariats avec les radios nationales et communautaires.

Activité 3.1.3 : **Accompagnement des femmes et hommes leaders** qui ont participées aux formations dans leurs activités de plaidoyer ou de participation politique dans les 10 localités des ERD et à Bissau. Cet accompagnement comprendra des interventions à la radio et des rencontres avec les autorités notamment.

Produit 3.2 : Les femmes et les hommes leaders, politiques et des FDS s'engagent activement et d'une manière plus coordonnée et cohérente dans le plaidoyer

Activité 3.2.1 : Création d'**un Groupe de plaidoyer** constitué de femmes et hommes influents sur la question de la participation des femmes dans la prise de décision politique. Ils représentent les FDS, les partis politiques, le gouvernement, et l'Assemblée nationale. Une vingtaine de membres sont de Bissau, mais au moins 5 membres viennent des ERD des régions. Les femmes représentent 50% des membres du Groupe. A travers 4 ateliers de travail du Groupe de plaidoyer, des **stratégies de plaidoyer et de mise en œuvre des pistes d'action et recommandations** émergeant des consultations seront développés.

Activité 3.2.2 : **Campagne de plaidoyer, sensibilisation, suivi et consultation** auprès des acteurs politiques (gouvernement, Assemblée Nationale, partis politiques), des FDS et de la société civile (église, chefs traditionnels) à travers des rencontres directes, surtout à Bissau, mais aussi dans les régions. L'objectif est d'engager ces acteurs à comprendre les résultats des consultations et du débat national, et à prendre des mesures concrètes pour permettre une participation accrue des femmes dans la prise de décision politique (modification des lois, règlements, procédures etc. comme par exemple l'augmentation de nombre de femmes qui occupent un poste d'influence dans un parti politique). Le Groupe de plaidoyer joue un rôle central dans ce plaidoyer, mais sera accompagnés en continu et de près par Voz di Paz. Cet accompagnement s'adaptera aux stratégies de plaidoyer et d'action développées par ces acteurs et pourra consister en une diversité d'activités (ex. rencontres avec les autorités, mise en connexion avec d'autres acteurs, gestion de l'espace politique et des dynamiques de groupe, rédaction des supports de communication, mobilisation de financements).

b) **Budget :**

Tableau 2 : Budget de l'activité du projet

Résultat 1 : Les capacités des femmes dans la médiation des conflits locaux sont renforcées et reconnues par la société			
Numéro du produit	*Nom des produits*	*Budget des produits par Entité bénéficiaire*	*Catégorie de dépense (qui constitue le Produit)*
Produit 1.1	Les femmes s'engagent plus activement dans la résolution des conflits locaux	61 919	55% Personnel ; 6% Matériels ; 19% Services contractuels ; 13% Frais déplacement ; 7% Frais généraux
Produit 1.2	La contribution des femmes à la résolution des conflits locaux est documentée	62 399	55% Personnel ; 3% Matériels ; 18% Services contractuels ; 17% Frais déplacement ; 7% Frais généraux
Résultat 2 : La population et les acteurs politiques comprennent mieux les défis à et la valeur ajoutée de la participation des femmes dans la prise de décision politique			
Produit 2.1	Les perspectives des hommes et des femmes les défis et la valeur ajoutée	99 375	54% Personnel ; 9% Matériels ; 3%

	de la participation des femmes dans la prise de décision politique et les pistes d'action pour la renforcer sont documentées		Equipement ; 12% Services contractuels ; 13% Frais déplacement ; 9% Frais généraux
Produit 2.2	La population et les acteurs politiques débâtent les défis et la valeur ajoutée de participation des femmes dans la prise de décision politique et les pistes d'action pour la renforcer	97 435	55% Personnel ; 1% Matériels ; 33% Services contractuels ; 2% Frais déplacement ; 9% Frais généraux
Résultat 3 : Les femmes et hommes leaders, politiques et des FDS reconnaissent l'importance de la participation des femmes et accordent un rôle renforcé aux femmes dans la prise de décision politique			
Produit 3.1	Les capacités de communication des femmes et les hommes leaders sont renforcées et permettent de faire un plaidoyer plus efficace	78 955	67% Personnel ; 6% Matériels ; 4% Services contractuels ; 12% Frais déplacement ; 11% Frais généraux
Produit 3.2	Les femmes et hommes leaders, politiques et des FDS s'engagent activement et d'une manière plus coordonnée et cohérente dans le plaidoyer	69 155	77% Personnel ; 3% Matériels ; 4% Services contractuels ; 4% Frais déplacement ; 12% Frais généraux
	Évaluation externe et Audit	30 000	100% Services contractuels
	SOUS-TOTAL	**499 237**	
	Coûts Indirects	34 947	
	TOTAL	**534 184**	

Tableau 3 : Budget du projet par catégories de dépense

BUDGET D'UN PROJET DU FONDS			Détail du budget correspondant au transfert en faveur de de Voz di Paz (catégorie 6)
Catégorie de dépense	**Interpeace**	**TOTAL**	**Voz di Paz**
1. Personnel et autres employés	90 000	90 000	191 007
2. Fournitures, produits de base, matériels *(fournitures de bureau, rafraichissement et matériel divers pour les ateliers, matériel de communication)*	0	0	21 770
3. Équipement, véhicules et mobilier	0	0	3 000
4. Services contractuels *(location de salle pour ateliers, service d'impression, évaluation externe, vérification des comptes)*	0	0	103 920
5. Frais de déplacement *(transport, DSA et logement pour Interpeace, Voz di Paz et les participants aux activités (consultations, formations, ateliers etc.))*	11 200	11 200	35 090
6. Transferts et subventions aux homologues *(Voz di Paz)*	398 037	398 037	NA
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs *(loyer, téléphone/ internet, location véhicule, maintenance, frais bancaires etc)*	0	0	43 250

Sous-total	499 237	499 237	398 037
8. Coûts indirects*	34 947	34 947	NA
TOTAL	534 184	534 184	398 037

c) **Capacité des entités bénéficiaires et partenaires d'exécution :**

Expertise et Expérience dans la Consolidation de la Paix

Interpeace est une organisation non gouvernementale dont le siège est basé en Suisse à Genève. Depuis plus de 20 années, Interpeace renforce les capacités locales de consolidation de la paix. S'appuyant sur les principes de « recherche-action participative » (RAP) qui se basent sur l'idée que la paix doit émaner des populations elles-mêmes, sans être imposée de l'extérieur, Interpeace travaille en étroite collaboration avec des organisations locales. Leurs savoir-faire et connaissances sont continuellement valorisées et renforcées. Ce type de partenariat permet en effet d'allier une expertise locale, capable de gérer multiples sensibilités dans un contexte, à une expérience internationale reconnue (en Afrique de l'ouest et 20 pays dans le monde).

L'approche Interpeace encourage la participation au dialogue de toutes les couches de la société, dont les groupes marginalisés tels que les femmes. En Somalie, Interpeace a assuré la pleine participation des femmes au processus national de la conception des solutions pour la paix. Au Liberia, les stratégies de résilience par les femmes contre la domination masculine ainsi que les risques de conflit avec les hommes dû à cette mutation du rôle féminin ont été étudié. En Guinée-Bissau, les femmes leaders ont été accompagnées dans l'élaboration de leur vision pour la paix et le développement du pays.

Capacité d'Interpeace en Guinée-Bissau

Le Bureau régional d'Interpeace pour l'Afrique de l'Ouest est établi à Abidjan, Côte d'Ivoire, et couvre les programmes en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Mali. Son budget annuel pour 2015 pour la Guinée-Bissau était 132,367 USD. Dans le passé, Interpeace a intentionnellement décidé de ne pas établir une présence permanente en Guinée-Bissau, pour laisser l'espace nécessaire au partenaire local pour bâtir sa crédibilité vis-à-vis des acteurs nationaux et internationaux. Cela permet la plus grande appropriation du processus par Voz di Paz, son autonomisation et sa pérennisation sur le long terme. En vue de la bonne crédibilité et autonomie établie par Voz di Paz et l'ampleur et la durée de l'action proposée, Interpeace établira une présence à Bissau pour la durée du projet à travers un/une chargé(e) de programme qui est dédié à et financé par ce projet. Au-delà de la gestion du projet, cette personne apporte une expertise spécifique en « genre et consolidation de la paix » et assure les échanges d'expériences avec les programmes Interpeace dans le monde pour nourrir les réflexions et le processus en Guinée-Bissau. Les déplacements à cet effet dans d'autre pays d'activité d'Interpeace seront couverts par les projets respectifs.

Le chargé de programme et Voz di Paz seront appuyés en continue par le bureau régional, particulièrement par la Directrice régionale pour les questions stratégiques et par le Chargé de finances et d'administration. Une communication continue entre Abidjan et Bissau est assurée à distance et, quand opportun, par des déplacements à Bissau pour appuyer la gestion de l'espace politique et la réflexion stratégique. Le « International Peacebuilding Advisory Team » d'Interpeace (IPAT), une équipe expérimentée de conseillers spécialisés dans la consolidation de la paix d'Interpeace, appuiera également par le partage de son savoir-faire, entre autres sur base des trois missions qu'IPAT a réalisé en 2015 en Guinée-

Bissau pour appuyer les Nations Unies dans leur travail pour la consolidation de la paix. Les coûts liés à l'engagement de ce personnel Interpeace qui appuie le chargé de programme sont entièrement couverts par les propres moyens d'Interpeace et ne pas par le financement PBF. Interpeace choisit de faire cet investissement pour assurer la meilleure qualité du processus et de l'impact.

Capacité de suivi et évaluation et assurance de qualité

Le chargé de programme Interpeace pour le présent projet assurera la collaboration étroite avec Voz di Paz. La personne sera responsable du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre du projet. Un plan détaillé des activités et de suivi et évaluation sera élaboré ensemble avec Voz di Paz au début du projet. Dans ce sens, le chargé d'apprentissage et du suivi-évaluation au bureau régional d'Interpeace appuie le chargé de programme ainsi que Voz di Paz avec son expertise supplémentaire et spécifique. Le coût de son engagement est également entièrement pris en charge par Interpeace et ne pas couvert par le financement PBF.

Valeur ajoutée Interpeace/Voz di Paz

Renforcement des capacités nationales

Le partenariat entre Interpeace et Voz di Paz représente une valeur ajoutée car Interpeace investisse dans la formation et l'accompagnement de prêt du personnel de Voz di Paz. Cela permet au personnel de programme de devenir des personnes de ressources pour promouvoir la participation des femmes dans la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet. Le personnel administratif et financier devient capable de garantir une bonne gestion des fonds internationaux, qui, pour l'instant, représente la principale source pour la société civile impartiale. L'investissement important dans le personnel national est donc une condition de la réussite du projet ainsi que de la réalisation de son objectif globale à long terme.

Responsabilisation/appropriation

S'il est vrai que de nombreuses structures intervenant dans le cadre de la cohésion sociale revendiquent l'approche participative et de dialogue, celle-ci reste bien souvent consultative et leur compréhension de la participation tend à rester portée sur le respect des parités dans la composition des groupes de populations consultées. L'approche proposée par Interpeace et Voz di Paz va au-delà de la simple consultation « extractive » pour faire des participants les acteurs du changement qu'ils souhaitent voir. Ils sont amenés à jouer un rôle actif dans l'identification des défis et des pistes d'action, la gestion des conflits, et le plaidoyer. Ceci contribue ainsi à la possibilité qu'ils puissent pour la suite faire face de façon autonome aux défis au-delà de la durée du projet.

Changement politique

Un focus exclusif sur un seul groupe social (ex. femmes des partis politiques à Bissau) tend à limiter la portée du changement social et politique nécessaire que l'implication d'une multitude d'acteurs peut générer. Seulement si le gouvernement, les autorités locales, les hommes, les jeunes, les FDS et d'autre acteurs clés s'engagent ensemble aux côtés des femmes, un réel changement de la participation politique des femmes peut-il émerger.

Avec cette compréhension, Interpeace travaille et crée des conditions d'interaction entre les décideurs nationaux (track 1), la société civile et autorités régionales/ locales (track 2) et la population à la base (track 3). Cette stratégie d'engagement holistique, nommée « track 6 » (track 1+2+3), permet d'assurer la collaboration entre les représentants de tous les niveaux et secteurs de la société. La compréhension partagée des problèmes et les politiques et programmes qui en émergent jouissent d'une plus grande légitimité, efficacité et durabilité. Ainsi une réelle contribution au changement est possible.

A travers l'intégration de l'approche « track 6 » dans ses programmes à travers le monde, Interpeace a développé une intuition pour naviguer l'espace politique et développer des stratégies de mitigations de risques qui accompagnent l'engagement de tous ces acteurs.

Audio-visuel

Pour Interpeace l'outil audio-visuel (filmer, produire des clips vidéo, projeter) est un pilier du dialogue. L'approche vise à filmer les séances de dialogue avec le consentement éclairé des participants. Ensuite, des clips vidéo synthétisant sont produits pour être diffusés à des personnes absentes au dialogue ou vivant dans d'autres localités. Les films aident ainsi à stimuler une compréhension mutuelle entre des groupes sociaux qui, en temps normal, n'entretiennent pas de dialogue direct, du fait de distances géographiques, culturelles, ethniques ou générationnelles. L'avantage d'ainsi surmonter les distances géographiques est d'autant plus important dans un pays comme la Guinée-Bissau où le déplacement pose un réel défi (îles, marées, manque d'infrastructures). De plus, dans un contexte à tradition orale, la transmission des messages par vidéo et/ ou audio constitue le moyen le plus efficace. Ayant recours à cet outil audio-visuel depuis 2007, Voz di Paz possède une archive audio-visuelle importante qui reflète l'essence des discussions au centre d'intérêt des Guinéens. Ce matériel peut stimuler et informer le dialogue actuel.

Rôle et expérience de Voz di Paz

Voz di Paz est le partenaire national d'Interpeace et sera l'acteur principal de mise en œuvre du projet. Voz di Paz présente des valeurs ajoutées particulières :

Enracinement à la base à travers les dialogues inclusifs : Voz di Paz possède un historique des travaux effectuée à la base. Elle est la première organisation de la société civile bissau-guinéenne d'avoir réalisé une analyse approfondie des racines des conflits [9]. En collaboration avec les femmes leaders, une vision sur la paix et le développement a été formulée[10]. De plus, Voz di Paz est le pionnier du processus de consultation et de sensibilisation sur la décentralisation[11].

Infrastructure de prévention des conflits avec une couverture nationale : Voz di Paz est présent sur tout le territoire national à travers ses 10 Espaces Régionaux de Dialogue et sa collaboration avec 33 stations de radio communautaires constituant ainsi un réseau pour la paix. De plus, Voz di Paz entretient un partenariat avec les Radios (nationale) Sol Mansi et Jovem qui dispose d'une capacité de pénétration et de diffusion élevées. Les 10 ERD ont été créés en 2007 par Voz di Paz dans le but d'enraciner un dialogue inclusif approprié par la population au niveau local. Les ERD fonctionnent comme les représentants de Voz di Paz sur l'ensemble du territoire pour répondre aux besoins de la population, en particulier concernant la gestion pacifique des conflits. Chaque ERD est composé de 5 à 15 personnes avec une bonne réputation et capacité à mobiliser la population en faveur de la paix. Suite aux formations des membres en gestion de conflits par Voz di Paz, les ERD ont contribué directement à une réduction des conflits locaux (ex. foncier, violence domestique, actes des autorités locales, cohabitation religieuse, insécurité), soit par la médiation directe, l'implication des autorités compétentes, soit par l'information diffusée à travers les 33 radios communautaires. En 2011 et 2012, environ 200 conflits locaux ont ainsi été résolus.

Forte crédibilité : Grâce aux années d'engagement de la population et des acteurs politiques sous respect des principes d'inclusivité et d'impartialité, Voz di Paz jouie aujourd'hui d'une forte crédibilité et confiance. C'est ainsi que Voz di Paz entretien un

[9] Voz di Paz, 2010. The Roots of Conflicts in Guinea-Bissau: The voice of the people.www.interpeace.org
[10] Voz di Paz, 2013. Paz e Desenvolvimento na Guiné-Bissau: A Visão de Mulheres Lideres.
[11] Voz di Paz, 2015. Les Autorités locales en Guinée-Bissau. La vision des citoyens.

échange avec, entre autres, les forces de défense et de sécurité, les partis politiques, et l'Assemblée Nationale. La reconnaissance de Voz di Paz se manifeste par le fait que l'organisation est membre de la commission nationale de préparation de la Conférence nationale de réconciliation et est le représentant de la société civile pour le New Deal.

Tableau 4 : Aperçu général du financement des entités dans le pays				
	ENTITÉ 1 :	**Principale source de financement (gouvernement, donateur, etc.)**	**Budget annuel ordinaire en dollars US**	**Fonds d'affectation spéciale d'urgence**
Année 2015	Interpeace	Core funding Interpeace	132,367	n/a
Année 2016	Interpeace	Core funding, UNIOGBIS for IPAT	17,410	n/a

III. Gestion et coordination

a) Gestion du projet :

Interpeace porte la responsabilité de l'efficacité et l'effectivité de la mise en œuvre du projet envers le PBF. Néanmoins, Voz di Paz jouera, aux côtés d'Interpeace, un rôle central dans sa **gestion et sa mise en œuvre**. L'équipe de Voz di Paz sera composée de la directrice, une équipe d'une chercheuse principale et 3 assistants chercheurs/mobilisateurs en charge de mener le processus de Recherche Action Participative et 2 chercheurs audio-visuels. Ils conduiront le processus d'engagement des acteurs, la facilitation des consultations, l'analyse et la dissémination nationale des résultats ainsi que la formation et l'accompagnement des femmes leaders et acteurs clés. Un soutien administratif, financier et logistique (chauffeur) est assuré par 3 personnes. Voz di Paz s'appuiera pour ce faire sur son réseau établi des 10 Espaces régionaux de dialogue et des 33 radios communautaires qui accompagneront la mise en œuvre tout au longue du projet. Interpeace jouera pour sa part un rôle d'appui stratégique à l'analyse, à la gestion de l'espace politique, au suivi-évaluation ainsi qu'au portage des résultats à l'international.

Au sujet de la **gestion financière**, le Chargé de Programme Interpeace assurera le suivi de l'initiative avec l'appui du Chargé des finances Interpeace basé à Abidjan. Ils bénéficieront du soutien du responsable des finances Interpeace basé à Genève, au besoin.
Il est à noter qu'Interpeace engage Voz di Paz dans la gestion financière des projets, impliquant le transfert de la responsabilité fiduciaire. Une telle approche permet de renforcer la capacité institutionnelle de Voz di Paz pour contribuer à sa durabilité et contribue à la création de liens de confiance entre les deux organisations. Interpeace a développé un ensemble de procédures et contrôles financiers rigoureux. Cela comprend entre autres l'évaluation mensuelle des activités par rapport aux dépenses, la vérification de la différence entre le budget et les dépenses réelles, la consolidation bancaire, l'analyse du bilan, et l'adhésion globale aux règles et procédures financières du PBF. Interpeace développera, au moment de la confirmation du financement du projet, un MoU avec Voz di Paz qui inclue des procédures claires de comptabilité et de suivi.
De plus, KPMG réalise des audits institutionnels annuels des comptes et opérations du siège et des bureaux régionaux d'Interpeace ainsi que de Voz di Paz. En 2010, l'organisation a reçu la **certification ZEWO**, prouvant la transparence pour ses donateurs.

b) Déboursement des fonds :

	Pourcentage	Indice
Tranche 1	50 %	• Approbation formelle du projet
Tranche 2	40 %	• Dépense d'au moins 75 % de la première tranche • Présentation dans les délais d'un rapport semi-annuel ou annuel

Tranche 3	10 %	• Dépense d'au moins 75 % de la deuxième tranche • Présentations dans les délais d'un rapport semi-annuel, annuel et final

c) **Gestion des risques :**

Tableau 5 – Matrice de gestion des risques

Risques	Probabilité	Gravité de l'impact	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Réticence du Ministère de la solidarité familiale et de la cohésion sociale face à la mise en œuvre du projet	Moyenne	Haute	Réunions périodiques d'information par Voz di Paz avec le Ministère, lettre de soutien par Interpeace, soutien du PBF
Retard dans la mise à disposition des ressources financières peut limiter la mise en œuvre	Faible	Moyenne	Interpeace et Voz di Paz veillent à respecter les règles de déboursement, un MoU prévoit la possibilité qu'Interpeace avance de l'argent
Prédisposition de tous les partenaires nationaux dans la construction d'un consensus sur les résultats des consultations	Faible	Haute	Voz di Paz implique une multitude des partenaires gouvernementaux et de la société civile dans la matérialisation des activités et partage l'information régulièrement
Instabilité politique (changement d'interlocuteurs au gouvernement, blocage politique dans l'adoption des lois, violence politique) paralyse ou retarde la mise en œuvre	Moyenne	Moyenne	Communication efficace entre Voz di Paz, les autorités et autres parties prenantes clés sera établie et maintenue. Les Nations Unies seront consultées par Interpeace et Voz di Paz. Le staff des deux organisations a une assurance contre « guerre »

d) **Suivi et évaluation :**

L'apprentissage institutionnel et programmatique d'Interpeace/Voz di Paz s'appuie sur un suivi **interne continu** et systématique de son action afin de renforcer les bonnes pratiques et corriger les lacunes. Cet exercice est conduit par le Chargé du programme Interpeace avec l'appui du chargé régional d'apprentissage et suivi-évaluation Interpeace et la directrice de Voz di Paz en concertation avec toute son équipe. Tous les 6 mois, une retraite de suivi et d'évaluation interne aura lieu avec toute l'équipe Interpeace/Voz di Paz pour faire un bilan, tirer des leçons et adapter la stratégie à l'évolution du contexte. Une partie de la réflexion sera dédiée au **changement** auquel l'action a contribué à travers les indicateurs des résultats (inspirés par les principes de *Outcome Mapping, Most Significant Change* et *théorie de changement*). Les conclusions alimenteront les rapports biannuels au PBF. Cette réflexion périodique est complétée par un système de documentation des données nécessaires pour les indicateurs (voir cadre de résultats). Les ERD documentent les conflits résolus et partagent ces rapports chaque mois. Les participants aux formations, consultations et débats partagent leurs impressions à travers des questionnaires et entretiens. Parmi les outils standards se trouvent des **rapports hebdomadaires** sur l'évolution de l'action et du contexte. Ces données sont consolidées tous les 6 mois pour informer la retraite interne. L'évaluation interne sera complétée par une **évaluation externe** à la fin du projet basée sur les standards et bonnes pratiques d'évaluation des actions de consolidation de la paix. Cette évaluation sera conduite directement après la fin du projet par une équipe composée de deux évaluateurs expérimentés. Le PBF sera consultée dans le choix des évaluateurs et développement de leurs termes de références. Un budget de 31.230 USD est dédié au suivi et évaluation (évaluation externe, audit financier, ateliers interns).

e) **Dispositions administratives** (paragraphe normalisé – ne pas supprimer)

Responsabilité, transparence et rapports des entités bénéficiaires

Les entités des Nations Unies bénéficiaires doivent assumer intégralement la responsabilité

programmatique et financière des fonds qui leur sont versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront gérés par chaque entité conformément à son statut, ses propres règles, directives et procédures. Chaque entité bénéficiaire est entièrement responsable de la mise en œuvre de l'activité conformément au document de projet signé ; Dans le cas d'un examen financier, d'un audit ou d'une évaluation par l'UNOPS ou le PBSO, elle sera également responsable de fournir les documents comptables nécessaires ; Elle fournira aussi à l'UNOPS tous documents et informations pouvant être requis dans le cadre de demandes de paiement ; et Elle assurera la gestion professionnelle de l'activité, y compris celles relevant du suivi et de l'évaluation. Elle assure également la conformité aux conditions générales de l'Accord de subvention (annexe 1).

Rapports

Chaque entité bénéficiaire fournira à l'Agent administratif et au PBSO (uniquement en ce qui concerne les rapports narratifs, dans ce dernier cas) les éléments suivants :

- Rapports d'activité semestriels, à soumettre au plus tard le 15 juillet ;
- Rapports d'activité narratifs annuels, à soumettre au plus tard trois mois après la fin de l'année civile (31 mars) ; états financiers annuels au 31 décembre pour les fonds déboursés par le PBF, à soumettre dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile (30 avril) ;
- États financiers finals et certifiés, après achèvement des activités prévues dans le document de programme approuvé, à soumettre dans un délai de 6 mois (30 juin) durant l'année suivant l'achèvement des activités en question ;
- Le solde non utilisé à la clôture du projet devra être reversé, et une notification sera envoyée à ce sujet à l'Agent de gestion dans un délai de 3 mois (31 Mars) au cours de l'année suivant l'achèvement des activités.

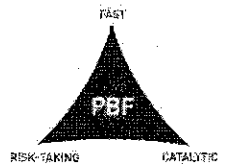
Propriété du matériel, des fournitures et autres biens

La propriété du matériel, des fournitures et autres biens financés par le budget du Fonds sera assumée par l'entité des Nations Unies bénéficiaire et responsable des activités. Les questions de transfert de propriété requises par l'entité des Nations Unies bénéficiaire seront déterminées conformément aux politiques et procédures de l'entité en question.

Information du public

Le PBSO et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du Fonds sur le site Internet de ce dernier (http://unpbf.org) et sur le site de l'Agent administratif (http:www.unops.org).

Annexe A : Résumé de projet (à fournir au Bureau du MPTF sous format Word)



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
RÉSUMÉ DE PROJET

Numéro et intitulé du projet :	Vers un nouvel équilibre en Guinée-Bissau : créer l'espace pour une réelle participation de la femme dans le règlement pacifique des conflits et la gouvernance	
Entité(s) bénéficiaire(s) :	Interpeace	
Partenaire(s) d'exécution :	Voz di Paz, Initiative pour la Consolidation de la Paix en Guinée-Bissau	
Site :	Toutes les 8 régions de la Guinée-Bissau et la capitale Bissau	
Budget approuvé du projet :	534 184USD	
Durée du projet :	**Date de démarrage prévue :** 01.01.2017	**Date d'achèvement prévue :** 30.06.2018
Domaine de priorité du Fonds :	2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends	
Résultats du projet :	1. Les capacités des femmes dans la médiation des conflits locaux sont renforcées et reconnues par la société 2. La population et les acteurs politiques comprennent mieux les défis à et la valeur ajoutée de la participation des femmes dans la prise de décision politique 3. Les femmes et hommes leaders, politiques et des FDS reconnaissent la valeur ajoutée de la participation des femmes et accordent un rôle renforcé aux femmes dans la prise de décision au niveau local et national	
Activités principales du projet :	(1) Intégration des femmes dans les 10 Espaces Régionaux de Dialogue (ERD) ; Formation des femmes leaders des ERD et à Bissau sur le leadership et la gestion des conflits ; Documentation de et sensibilisation de la population sur le rôle positif des femmes dans la gestion des conflits. (2) Consultations nationales sur les défis et le potentiel de la participation des femmes dans la prise de décision politique et les pistes d'action pour la renforcer ; Production du matériel sur les résultats des consultations (rapport, film documentaire, spots radiophoniques, spot télévision, bandes dessinés) ; Facilitation d'un débat national autour des résultats avec l'aide du matériel ; (3) Formation des femmes leaders sur le genre et la consolidation de la paix ; Formation des journalistes sur l'utilisation de la radio pour le plaidoyer ; Création d'un Groupe de plaidoyer pour porter le plaidoyer au plus haut niveau de la politique ; Accompagnement des femmes leaders, de partis politiques, des FDS et du Groupe de plaidoyer dans les activités de plaidoyer et participation politique ;	

Annexe B – Cadre de résultats du projet IRF

Nom du pays : Guinée-Bissau						
Dates du projet : 01.11.2017 – 30.04.2018						
Théorie de changement pour l'IRF : SI les capacités des femmes d'accompagner les acteurs concernés à identifier et mettre en œuvre des solutions efficaces aux défis de la consolidation de la paix du niveau local au niveau national (ex. par médiation, facilitation de dialogue, analyse participative, sensibilisation médiatique, plaidoyer politique), ALORS plus de femmes participeront activement dans la gouvernance locale, la résolution de conflits locaux, la gestion des tensions politiques, les débats médiatiques et les institutions politiques nationales, PARCE QUE leur capacité de participer positivement et leur valeur ajoutée dans la prise de décision politique est reconnue par la société en large et les preneurs de décision						
Résultats	**Produits**	**Indicateurs**	**Mode de vérification**	**Année 1**	**Année 2**	**Etapes**
Description du résultat 1 : Les femmes participent plus activement à la gestion pacifique des conflits locaux et leur contribution est reconnue par la société		Indicateur de résultat 1.a % conflits locaux résolus par les ERD avec une contribution active par les femmes membres des ERD Niveau de référence : à établir avec données disponibles pour 2012 Cible : 60%	Rapportage sur les conflits locaux par les ERD			30% (trimestre 2)
		Indicateur de résultat 1.b % hommes membres des ERD qui reconnaissent le rôle important des femmes dans la résolution des conflits Niveau de référence : à établir Cible : 90%	Questionnaire parmi hommes membres des ERD			
	Produit 1.1 Les femmes s'engagent plus activement dans la résolution des conflits locaux	Indicateur de résultat 1.1.1 % femmes parmi les membres des ERD Niveau de référence : 23,5% Cible : 48%	Liste des membres des ERD			
		Indicateur de résultat 1.1.2 # femmes membres des ERD et à Bissau formées en leadership et gestion de conflits (médiation) Niveau de référence : 16 Cible : 48	Liste de participants aux formations, rapport d'activité			
	Produit 1.2 La contribution des femmes à la résolution des conflits locaux est documentée	Indicateur de résultat 1.2.1 # cas/anecdotes sur le rôle important des femmes dans la résolution des conflits, documentés de la rencontre nationale des ERD Niveau de référence : 0 Cible : 10	Rapport d'activité			8 (trimestre 1)

		Indicateur de résultat 1.2.2 # spots/programmes radiophoniques documentant l'évolution du rôle de ces femmes dans la gestion des conflits Niveau de référence : 0 Cible : 10 spots, en total 700 diffusions des spots radiophoniques	Fichiers du film et des spots radiophoniques								6 spots (trimestre 5)
Description du résultat 2 : La population et les acteurs politiques comprennent mieux les défis à et la valeur ajoutée l de la participation des femmes dans la prise de décision politique		Indicateur de résultat 2.a % des personnes interviewées arbitrairement dans la rue qui ont écouté des programmes radio/télévision ou lu la documentation (rapport, brochure, film) et qui ont changé leur compréhension des défis et du potentiel de la participation politique des femmes comme résultat Niveau de référence : n/a Cible : 30 Désagrégé par sexe et par âge	Rapport d'évaluation externe finale Micros-trottoirs dans les ERD et à Bissau								
		Indicateur de résultat 2.b # acteurs clés (gouvernement, partis politiques, FDS, leaders d'opinion etc.) qui démontrent leur prise en conscience des résultats des consultations pour une plus grande participation des femmes Niveau de référence : 0 Cible : 10	Exemples : déclaration officielle, citations dans les articles de presse/à la radio, entretiens après des rencontres								5 (trimestre 3) 8 (trimestre 5)
	Produit 2.1 Les perspectives des hommes et des femmes sur les défis et la valeur ajoutée de la participation des femmes à la prise de décision politique et les pistes d'action pour la renforcer sont documentées	Indicateur de résultat 2.1.1 # participants aux consultations Niveau de référence : 0 Cible : 600 désagrégés par sexe (au moins 50% des femmes), âge (au moins 30% des jeunes), localité (8 régions + Bissau), groupe ethnique (tous les groupes importants)	Liste des participants								400 (trimestre 2) 8 régions (trimestre 2)
		Indicateur de résultat 2.1.2 Témoignages des participants aux consultations sur l'expression libre Niveau de référence : 0 Cible : 30	Fiches de synthèses de chaque consultation								7 (trimestre 1)
		Indicateur de résultat 2.1.3 # rapport et film documentaire Niveau de référence : 0	Rapport et film documentaire								

		Cible : 1 rapport, 1 film documentaire									
		Indicateur de résultat 2.1.4 % des participants aux consultations changent leur compréhension des défis et du potentiel de la participation politique des femmes Niveau de référence : n/a Cible : 70 Désagrégé par sexe et par âge	Questionnaire à la fin de chaque consultation								
	Produit 2.2 La population et les acteurs politiques débâtent les défis et la valeur ajoutée de participation des femmes dans la prise de décision politique et les pistes d'action pour la renforcer	Indicateur de résultat 2.2.1 # copies du support écrit distribuées Niveau de référence : 0 Cible : 500 rapports, 1000 brochures bandes dessinés	Rapport d'activité								300 rapports (trimestre 3)
		Indicateur de résultat 2.2.2 # spots, débats et diffusions à la radio et à la télévision Niveau de référence : 0 Cible : Radio : 40 spots, 4 débats, 3000 diffusions ; Télévision : 1 spot, 1 débat, 2 diffusions	Rapport d'activité, fichiers audio/visuel des spots								10 spots radiophoniques (trimestre 3) 2 débats radio (trimestre 4) 1 diffusion du spot à la télévision (trimestre 4)
		Indicateur de résultat 2.2.3 # participants aux débats autour du film, à la radio, à la télévision, au lancement du rapport Niveau de référence : 0 Cible : 150 désagrégés par sexe et par âge (dont au moins 50% des femmes et 30% jeunes)	Rapport d'activité, listes des participants								80 (trimestre 3)
		Indicateur de résultat 2.2.4 % des participants aux débats (radio, télévision) changent leur compréhension des défis et du potentiel de la participation politique des femmes Niveau de référence : n/a Cible : 70 Désagrégé par sexe et par âge	Questionnaire à la fin de chaque débat radio/télévision								
		Indicateur de résultat 2.2.5 Importance politique ou sociale des acteurs ayant reçus le rapport, ou ayant participés aux projections, débats radio, ou débat télévision Niveau de référence : n/a Cible : autorités dans les régions et au gouvernement, leaders d'opinion	Liste de dissémination du rapport, listes des participants								

Description du résultat 3 Les femmes et hommes leaders, politiques et des FDS reconnaissent l'importance de la participation des femmes et accordent un rôle renforcé aux femmes dans la prise de décision politique		Indicateur de résultat 3.a # et qualité des actes par les acteurs politique qui ont vocation à contribuer à une plus grande participation politique des femmes Niveau de référence : n/a Cible : 4 actes de qualité, ex. modification dans les programmes de partis politiques, feuilles de route gouvernementale	Rapport d'activité, articles de presse, diffusions de radio, communiqués de presse par les acteurs politiques								1 acte (trimestre 5)
		Indicateur de résultat 3.b *Si des élections nationales auront lieu dans la période du projet : % augmentation de la proportion des femmes participants au projet qui figurent sur les listes électorales des partis politiques pour la première fois, % ces femmes candidats qui sont élues* Niveau de référence : à établir à travers une recherche documentaire Cible : 20% augmentation dans les candidatures, 10% dans l'élection effective	Rapport d'activité, listes électorales, résultats des élections								
	Produit 3.1 Les capacités de communication des femmes et des hommes leaders sont renforcées et permettent de faire un plaidoyer plus efficace	Indicateur de résultat 3.1.1 # formations pour les femmes leaders sur genre et consolidation de la paix Niveau de référence : 0 Cible : 12	Rapport d'activité, liste des participants								3 formation (trimestre 3)
		Indicateur de résultat 3.1.2 % femmes participants aux formations sur genre et consolidation de la paix qui maîtrise les messages clés autour la thématique de genre et consolidation de la paix Niveau de référence : à établir avec questionnaire préformation Cible : 80%	Questionnaires avant et après formations								
		Indicateur de résultat 3.1.3 # formations sur l'utilisation de la radio pour le plaidoyer Niveau de référence : 0 Cible : 2, (40% femmes)	Rapport d'activité, liste des participants								1 formation (trimestre 3)
		Indicateur de résultat 3.1.4	Rapports périodiques des participants								10% (trimestre 3)

		% des participants aux formation qui s'engagent activement dans une action de plaidoyer qui est inspiré par les formations (ex. Interventions radiophoniques, rencontres avec autorités, communiqué) Niveau de référence : 0 Cible : 60%								
	Produit 3.2 Les femmes et les hommes leaders, politiques et des FDS s'engagent activement et d'une manière plus coordonnée et cohérente dans le plaidoyer	Indicateur de résultat 3.2.1 # séances de rapprochement entre femmes des différents partis politiques et entre elles et leurs militantes à la base Niveau de référence : 0 Cible : 4	Rapport d'activité, liste des participants							2 séances (trimestre 4)
		Indicateur de résultat 3.2.2 # actions conjointes de plaidoyer entre femmes des différents partis politiques et entre elles et leurs militantes à la base Niveau de référence : à établir par la consultation des femmes politiques Cible : 5 actions	Rapport d'activité, documentation des médias							2 actions (trimestre 5)
		Indicateur de résultat 3.2.3 # rencontres internes et actions de plaidoyer (ex. formulation des stratégies de mise en œuvre, rencontres avec autorités) réalisés par le Groupe de plaidoyer Niveau de référence : 0 Cible : 4 rencontres internes, 4 actions de plaidoyer	Rapport d'activité, documentation des médias							3 rencontres Groupe de plaidoyer (trimestre 4) 2 actions de plaidoyer (trimestre 5)
		Indicateur de résultat 3.2.4 Importance politique ou sociale des membres du Groupe de plaidoyer Niveau de référence : n/a Cible : représentants du gouvernement, de l'assemblée nationale, des partis politiques, des chefs traditionnels et religieux, des forces militaires, des éducateurs	Liste des participants, profile des membres							